

Fort pour les Citoyens

Manifeste du PPE – Elections européennes 2009

(Version originale : texte anglais. Traduction fournie à titre informatif uniquement)

2009 est pour l'Europe une année de défis sans précédent. C'est pourquoi les prochaines élections parlementaires européennes sont si importantes pour notre avenir. Tout d'abord, nous vivons une crise économique et financière qui exige de la compétence, de la détermination et une vision à long terme, et non une réponse idéologique. Ensuite, nous devons sécuriser l'Europe contre les menaces du terrorisme et de la criminalité, combattre efficacement le changement climatique et répondre au vieillissement de nos sociétés, grâce à des solutions intelligentes et non par des dépannages de fortune. Et pour relever, avec nos partenaires, les défis grandissants de l'instabilité mondiale, nous avons besoin d'une Europe plus forte et plus efficace et non d'une Europe faible et maladroite.

L'Europe a déjà parcouru un long chemin. Le Parti Populaire Européen a contribué davantage au développement de l'Union européenne que n'importe quelle autre force politique. Les pères fondateurs de l'Europe unie étaient des démocrates-chrétiens. Leur action était fondée sur des convictions profondes, enracinées dans la civilisation judéo-chrétienne et la philosophie des Lumières, et elle mettait l'accent sur la liberté autant que sur la responsabilité et la dignité de l'être humain. Inspirés par ces valeurs, tout au long des 50 dernières années, les hommes et les femmes du Parti Populaire Européen ont été au premier rang du renforcement et des élargissements successifs de l'Union comme de l'introduction de l'euro. Leur engagement nous a permis de vivre en paix, en sécurité et dans une prospérité grandissante pendant cinq décennies. Tandis que d'autres discouraient, nous avons agi.

Confrontés aux nouveaux défis de 2009, nous sommes bien conscients de ce que d'autres proposent. Les socialistes voient dans la crise financière et économique, une chance de promouvoir leur programme dépassé qui mêle nationalisations, protectionnisme et déficit public permanent. Nous, en revanche, nous agissons pour préserver une économie sociale de marché qui reste compétitive et pour lui assurer un caractère encore plus durable. Les nationalistes utilisent la crise pour défendre leurs thèses bien connues qui s'opposent à une Europe forte et qui nous condamneraient rapidement à l'impuissance face aux défis du 21^e siècle. Nous, au contraire, nous sommes déterminés à faire aboutir la ratification du traité de Lisbonne et à continuer à moderniser et renforcer l'Union. Autrement dit, l'enjeu de ces élections est un choix fondamental entre les dangereuses recettes des socialistes et des nationalistes, d'un côté, et de l'autre, un avenir sûr, basé sur des valeurs authentiques, le sens des responsabilités, la compétence et la coordination des actions.





Créer la prospérité pour tous

Pour le Parti Populaire Européen, l'économie n'est pas une fin en soi : elle est au service de la population. Nous croyons en une société basée sur l'individu, la liberté, la solidarité et la cohésion sociale. Ce sont les fondements de l'économie sociale de marché. Il ne peut exister de cohésion sociale ni de stabilité politique sans un développement économique durable.

La crise actuelle est le résultat d'un manque de prévoyance et d'une absence de contrôle au sein du système financier mondial. Nous devons à présent redéfinir le rôle de la régulation sur les marchés financiers et dans nos économies en général. En outre, nous ne pouvons pas laisser le secteur financier raffler les bénéfices alors que les citoyens seraient tenus de supporter les pertes. Nous ne songeons pas, bien entendu, à nous rallier au socialisme – nous voulons une régulation plus efficace et plus intelligente, et non la réglementation pour le plaisir de la réglementation. Mais notre position diffère aussi fortement d'une vision dogmatique qui voudrait abandonner le gouvernement du monde aux seules forces du marché. La situation critique que nous connaissons aujourd'hui exige des dépenses publiques supplémentaires, mais pour un temps qui doit être limité. Nous ne pouvons pas vivre aux dépens des générations futures.

- La création de nouveaux emplois reste notre priorité essentielle. Nous devons poursuivre les réformes, investir dans l'éducation, dans l'apprentissage tout au long de la vie et l'emploi, pour créer des opportunités pour chacun.
- Il faut éviter une récession économique globale et ne pas tomber dans le piège du protectionnisme. Les gouvernements européens doivent continuer à mieux coordonner les politiques monétaires et fiscales.
- L'architecture financière internationale doit être repensée. Les règles européennes à elles seules ne suffisent pas pour gérer les marchés financiers internationaux : nous devons améliorer la transparence et la surveillance au niveau mondial. Les banques doivent de nouveau se centrer sur leurs fonctions essentielles : protéger l'épargne des citoyens et fournir des liquidités à nos économies.
- La récession économique actuelle constitue une opportunité pour accroître nos investissements dans les technologies vertes. Nous voulons faire de l'Europe un leader mondial dans ce secteur pour doper notre croissance économique et créer davantage d'emplois, tout en rendant l'Europe moins dépendante des carburants fossiles.



Faire de l'Europe un lieu plus sûr

Le terrorisme, en particulier de type djihadiste totalitaire, menace nos valeurs fondamentales. L'Union européenne doit donc améliorer en permanence la coopération et l'efficacité dans la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale, en tenant compte du fait que dans ce contexte, la distinction traditionnelle entre « international » et « intérieur » a pratiquement disparu. Un avenir plus sûr pour l'Europe signifie aussi une meilleure protection contre le crime organisé, la lutte contre l'immigration illégale, et la garantie de pouvoir compter sur une offre suffisante de denrées alimentaires de qualité.

- La première priorité de l'UE en matière de sécurité est la lutte contre le terrorisme. L'Union doit établir des liens officiels de coopération étroite entre le Commissaire pour la justice, la liberté et la sécurité, le coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme et le directeur d'Europol, et améliorer la coordination entre leur travail et les activités internationales de l'UE et de ses Etats membres. Les capacités opérationnelles d'Europol doivent être considérablement améliorées.
- La lutte contre l'immigration illégale et la traite des êtres humains exige une action davantage coordonnée, ce qui suppose notamment l'amélioration des capacités opérationnelles et des ressources de l'agence FRONTEX chargée du contrôle des frontières, l'application d'une politique conjointe en matière d'asile, l'accélération de la mise en place du système Blue Card pour l'immigration légale et l'établissement d'un partenariat étroit avec les pays d'origine de l'immigration illégale.
- Une politique agricole renouvelée doit permettre de mieux affronter la volatilité des marchés et de trouver un juste équilibre entre la sécurité de l'approvisionnement alimentaire, le développement durable et la compétitivité, tout en garantissant l'accès à une alimentation de qualité à un prix abordable.



Combattre le changement climatique

Le réchauffement de la planète est une réalité. L'avenir de l'humanité dépend de notre capacité à développer des modalités plus durables d'utilisation des ressources de la terre. En outre, la réduction des émissions de gaz à effet de serre nous rend moins dépendants des importations de gaz et de pétrole. Le PPE s'est engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à promouvoir des sources d'énergie sans émission de carbone.

Une évolution rapide et courageuse vers les technologies les plus modernes et les plus efficaces non seulement bénéficiera à notre climat et préparera la voie pour une solution globale, mais elle représentera également un atout pour notre économie en faisant de l'Europe un leader mondial dans le secteur des nouvelles technologies. La crise financière et économique ne doit pas être utilisée comme un prétexte pour ne rien faire - au contraire : nous devons y voir un incitant à moderniser nos économies et à créer des emplois plus durables. Les mécanismes du marché peuvent et doivent être utilisés pour réduire les émissions.

- L'Europe doit devenir le leader du marché des technologies vertes, sur la base d'une politique de recherche et développement améliorée et renforcée.
- La part des énergies renouvelables doit être portée à au moins 20% du mix énergétique en 2020.
- L'énergie nucléaire doit rester une option pour les Etats membres soucieux de réduire les émissions.
- Un système opérationnel d'échange des émissions doit être mis en place en tant qu'incitant de marché à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.



Relever le défi démographique

L'Europe est confrontée à des changements démographiques majeurs : faible taux de natalité, vieillissement de la population, allongement de l'espérance de vie. L'Union européenne doit dès lors adopter et mettre en œuvre un nouveau programme de politiques et de pratiques qui favorisent chez les seniors l'emploi, l'esprit d'entreprise et les activités bénévoles. Dans ce contexte, le PPE voit dans la famille le cœur de la société et la gardienne de nos valeurs. Elle doit donc bénéficier de dispositifs qui lui sont favorables. Notre objectif final est de créer une Europe meilleure, plus sûre et plus prospère, pour nos enfants et nos petits-enfants.

- Les décideurs politiques nationaux doivent améliorer la viabilité des systèmes de sécurité sociale. Les systèmes européens des retraites doivent être réformés pour adapter l'âge effectif du départ à la retraite aux changements démographiques. Il convient en outre de favoriser le recours à des systèmes de pension privés.
- Les politiques familiales doivent être davantage intégrées dans les politiques nationales. Il est nécessaire de développer d'urgence des politiques favorables aux familles, qui améliorent la flexibilité des parents qui travaillent. Il faut adopter des meilleures politiques du logement et de l'accueil des enfants, rendre la fiscalité plus favorable aux familles et encourager le congé parental pour les deux parents qui travaillent.
- L'éducation représente un facteur essentiel pour notre croissance et notre prospérité futures. Un niveau élevé de formation favorise l'accès à l'emploi. L'apprentissage tout au long de la vie est indispensable pour répondre aux nouveaux défis posés par le progrès technologique et la mondialisation. Alors que les dépenses publiques continuent d'augmenter, il est nécessaire d'explorer de nouvelles formes de coopération avantageuse avec le secteur privé.
- L'UE doit adopter une stratégie à long terme destinée à attirer des travailleurs habiles et qualifiés du reste du monde pour rendre l'économie européenne plus compétitive, plus dynamique et davantage axée sur la connaissance. Des cours de langue, des incitants à la création d'entreprises, des centres de formation et des services de placement plus performants, sont nécessaires pour aider les immigrants en situation régulière à s'intégrer sur le marché du travail et dans la société.



Unir l'Europe sur la scène mondiale

Aujourd'hui, l'Europe se trouve confrontée à une situation internationale plus fragmentée et plus périlleuse qu'à aucun autre moment de ces 20 dernières années. Il est dès lors du plus haut intérêt pour l'Union européenne de renforcer son rôle dans le monde. En 2009, l'UE doit améliorer ses capacités d'action, renouveler son partenariat avec les Etats-Unis, apporter davantage d'attention à ses voisins à l'Est et au Sud, et rechercher des partenariats dans le monde entier, afin de préserver la paix et la prospérité en Europe et de continuer dans le même temps à améliorer l'état du monde.

- Les institutions mondiales doivent être adaptées aux réalités nouvelles. Il s'agit en particulier d'améliorer les contrôles des marchés financiers internationaux dans des organisations comme le Fonds monétaire international et de renforcer les Nations unies.
- La coopération en matière de défense doit être renforcée, y compris par un accord stratégique avec les Etats-Unis et d'autres alliés ; il faut aussi mieux regrouper les ressources au sein des structures militaires, financières et de recherche, et disposer d'une force commune de défense, régie par des conditions harmonisées d'intervention et d'engagement dans les missions internationales.
- L'UE doit adopter une approche plus différenciée dans sa politique de voisinage, pour tenir compte des spécificités de chaque pays, tout en établissant des normes communes en matière de respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit dans le cadre d'une Charte de voisinage.

Tel est le choix qui s'offre à chacun de nous : une Union européenne forte pour le bien de sa population, basée sur des valeurs partagées, et guidée par la première force politique européenne – ou une Union affaiblie, au devenir incertain, qui applique des recettes d'hier aux problèmes d'aujourd'hui. Le Parti Populaire Européen est prêt à relever le défi. Il ne nous manque plus que votre vote.